

Compte rendu du débat du jeudi 23 mars 2006 sur l'objectivité des médias en amphi de chimie

Déroulement du débat :

- présentation
- introduction
- débats

Présentation

But de l'organisation de débats : apporter des informations de manière objective.

Modalité de déroulement du débat :

Description de la tribune :

- La tribune se doit d'être neutre, elle a la possibilité de donner des informations techniques (textes de loi, articles du code du travail, statistiques...) ou toutes autres informations permettant de faire évoluer le débat.
- La tribune était constituée de 3 intervenants, de 2 présidents et de deux greffières.
- Les intervenants présents sont :
 - RL représentant d'ACRIMED
 - AS représentant de plan B
 - M représentante de Zalea TV

Caractéristiques de la prise de parole :

- La parole est donnée à l'aide d'une liste d'inscrits permettant l'instauration d'un certain ordre et la participation de toute personne le souhaitant.
- Un premier point était soulevé par une personne et celles souhaitant donner leur avis ou poser des questions levaient la main et s'exprimaient. Une fois le sujet épuisé, un autre était abordé et ainsi de suite.
- Instauration d'un droit de réponse spontanée tout en évitant que le débat tourne entre deux personnes.
- Le temps de parole ainsi que le nombre d'interventions ne sont pas limités.
- Possibilité de bénéficier d'un micro à l'estrade pour ceux qui le souhaite.
- Les différents points abordés sont inscrits au tableau de manière à ce que tout le monde suit

Durée et affluence au cours du débat :

- L'ouverture des débats s'est faite vers 09h30 et s'est close peu avant 13h00.

INTRODUCTION : Descriptifs des associations :

Ces associations permettent d'avoir une forme alternative et libre de l'information. Elles sont tenues par des bénévoles.

→ **Zalea TV** (www.zalea.org) a été créée en janvier 2000 et est composée de militants bénévoles se battant pour la liberté citoyenne de l'expression. Pour le moment, le CSA a interdit de diffusion Zalea TV.

Il est important de voter la présence de médias lors de chaque assemblée générale à cause de la récupération médiatique du mouvement qui pose un problème. *Pourquoi ne poser que des questions aux personnes de l'UNEF ? Sont-ils représentatifs de tout le mouvement ?*

→ **ACRIMED** (Action-CRItique-MEDias: www.acrimed.org) est spécialisé dans le traitement critique des médias. Il se constitue comme un observatoire des médias et intervient régulièrement de manière publique pour mettre en question la marchandisation de l'information et les dérives journalistiques.

Le mouvement étudiant pose des questions de fond : *dans quel type de société voulons-nous vivre ?* Ce qui est vrai pour la société l'est également pour les médias. Les médias sont aussi des entreprises même s'ils se présentent comme des organes d'information, de divertissement mais aussi de contre pouvoir même si celui tend à diminuer. Le mode d'organisation des médias est donc soumis à la règle du profit. Le néolibéralisme est le système actuel et c'est ce dernier qui impose la précarité. Les médias constituent la base du système permettant l'idéologie libérale.

L'objectivité des médias ne peut être effective qu'en les extrayant de tout contexte. Il faut savoir que l'objectivité n'est pas leur but premier. De nos jours, il est possible de critiquer le gouvernement mais pas les médias sinon on parle tout de suite de censure et de non respect de la liberté de la presse. La quasi-totalité des organes de presse sont liées aux entreprises qui entretiennent des relations plus ou moins étroites avec les politiques. La plupart des médias appartiennent notamment aux groupes Lagardère. Le but des médias est d'abord de gagner de l'argent en captant les recettes publicitaires mais aussi d'imposer une logique d'organisation néolibérale d'acclimatation du public avec notamment la destruction de toute notion de collectivité. Ils visent à briser des codes et à promouvoir l'égoïsme. On assiste à une personnalisation du mouvement par les médias qui se traduit par un choix de personnes à interviewer censées être représentatives alors que cette personnalisation conduit à un inévitable affaiblissement de l'ampleur du mouvement.

Il existe deux types de journalistes : tout d'abord les connus qui bénéficient du système tel qu'il est et qui interviennent sur les plateaux, et d'autre part les journalistes précaires ou pigistes qui travaillent au coup par coup. Les pigistes ont une marge de manœuvre nulle, ils doivent suivre les lignes éditoriales imposées par la rédaction : ce qui constitue un mode de formatage de l'information efficace. Ce mode de formatage passe donc d'une part via la précarité imposée, et d'autre part par la formation reçue par les journalistes. En effet, nombreux sont ceux qui passent par Sciences Po, pour cela il faut que le milieu social puisse suivre. Ce qui pourrait expliquer la distance entre les médias et le reste de la population. Les médias sont dépourvus d'empathie vis-à-vis de la population.

Les médias sont à la base de l'intégration de la logique de marketing en rendant les cerveaux disponibles. On perturbe le moins possible les gens pour les garder de bonne humeur, ce qui leur permettront d'avoir une attitude consommatrice par la suite. *Quelle est l'utilité des médias ? L'information ?*

L'originalité est toujours du côté de celui qui ose c'est-à-dire du côté du gouvernement, les réformes libérales sont toujours acclamées. Les journalistes disent ceux qu'ils veulent pourtant ils cassent toujours les mouvements sociaux. *Existe-t-il un pluralisme en démocratie ?* Le qualificatif toujours utilisé lorsque l'on refuse une réforme est celui de démagogue. Quelques soient les mouvements sociaux (mouvements de l'enseignement ou des retraites), on assiste à un déséquilibre du temps de parole quelque soit le caractère public ou privé de la chaîne. Par exemple, 3 minutes sont accordées au mouvement anti-CPE contre 15 minutes contre les anti-blocages sur TF1, de même pour France 2. Toutes les réformes libérales sont toujours adorées par les médias qui admirent le courage des politiques de vouloir innover. Les journalistes dominants utilisent toujours le « nous », comme si on était dans le même bateau. Pourtant il existe un mépris de classe qui va rechigner à céder des

acquis sociaux qui sont présentés comme des privilèges sociaux. Les médias dominants jouent le jeu du néolibéralisme en aidant à la formation d'une pensée unique. La vision classique du libéralisme est qu'il n'existe pas d'autre choix que de s'adapter. Un véritable travail de légitimation est effectué par les médias du libéralisme pour expliquer la nécessité d'une réforme alors que les acquis sociaux sont les produits d'une lente construction sociale.

Les médias dominant réclament encore plus de flexibilité dans l'emploi depuis 20 ans. Il existe une pensée unique avec une logique de pensée sociale au sein du journalisme ; tous les journalistes ont une proximité sociale et géographique ce qui pourrait expliquer la convergence de leurs points de vue. Les journalistes les plus influents font partie d'une certaine caste sociale, la classe dominante. De même il y a une logique au niveau de la sélection des intervenants de manière à entendre le même son de cloche de la part de tous les interlocuteurs. Pour changer le monde, il faut d'abord changer les médias dominants. L'information n'est pas une marchandise mais un droit, il faut une réappropriation populaire des médias.

→ **Plan B** est un journal issu de la fusion de pour lire pas lu (PLPL) et de fakir ce qui permet d'associer à la critique des médias, des enquêtes sociales.

Interventions :

La réappropriation des médias ne passe pas par l'éducation de la population mais par une volonté personnelle dans la recherche et dans le recoupement d'informations de sources diverses. La plupart des gens sont lobotomisés et se contentent d'une unique source d'information.

Le remaniement de la presse passe par la privatisation des chaînes publiques et le passage du statut privé d'une chaîne au statut de chaîne publique pour se rendre compte des réalités économiques. Il est nécessaire qu'il existe un impôt pour une redevance publique qui serait un crédit alloué par l'Etat pour créer une chaîne publique libre sur lequel le gouvernement ne pourrait pas exercer de pressions économiques pour contrôler l'orientation de l'information. Tout n'a pas un but et n'est pas profit.

L'amplification du mouvement étudiant se traduit par l'arrivée massive de journalistes. Ces derniers sélectionnent des « portes- paroles » du mouvement et réalisent des mises en scènes. La parole individuelle ne peut pas prendre la place de la parole collective au sein du mouvement, c'est pourquoi il est nécessaire de signifier que nous faisons partis d'une action collective et que dans ce sens nous ne pouvons pas nous exprimer de la part de tout le mouvement. L'expression individuelle est contre productive ; il est nécessaire de mettre en place des communiqués de presse.

RL : Les médias ont une tendance à la personnalisation des mouvements ce qui entraîne la dépolitisation d'une action politique. Il y a la mise en place d'un processus démocratique de contestation. D'un côté on a le droit à l'information et de l'autre le droit de liberté d'expression du journaliste. C'est pourquoi avant les assemblées générales il faut se mettre d'accord sur un certain nombre de sujets que les journalistes doivent aborder sinon on demande aux journalistes de sortir pour l'assemblée générale suivante. Il est important de garder la parole collective. Les syndicats et les gouvernements ont des portes paroles, le mouvement ne doit communiquer qu'à travers des communiqués de presse.

M : L'apparition de la télévision alternative et libre permet la création de contre-pouvoir qui renseigne sur la pluralité de l'information. Zalea TV a déjà diffusé sur l'Ile-de-France auparavant mais plus actuellement. Il faut savoir que le Conseil Supérieur de l'Audiovisuel (CSA) délivrant les autorisations de diffusion est composé de neuf conseillers dont trois sont nommés par le président de la république, trois par le président du sénat et trois par le président de l'assemblée nationale. Ces neuf sages ne défendent aucunement une télévision libre et non marchande. La constitution du CSA n'est absolument pas représentative de la société.

Il faut aller parler aux portes paroles choisis par les médias pour leur expliquer qu'ils ne doivent pas s'exprimer de la part du mouvement pour éviter qu'un quelconque syndicat étudiant ne récupère le mouvement. La représentation du mouvement par les médias oriente les téléspectateurs par l'intermédiaire du choix et du montage des images mais aussi par le lexique employé.

On observe la médiatisation croissante du mouvement étudiant. A la télévision, il est toujours introduit par le nombre de facultés bloquées et/ou perturbées, puis par la position de Villepin et se termine par les affrontements entre les casseurs et les CRS lors des manifestations. Ce qui reste dans la tête des spectateurs est l'aspect violent des manifestations qui discrédite totalement le mouvement, il y a alors un catalogage des étudiants. Pour mieux orienter la médiatisation sur la volonté pacifiste du mouvement, il faut renouveler les sittings pacifiques sur des lieux en particulier. De même il serait intéressant de monter des stands pour informer le plus grand nombre de personnes.

Concernant les médias et la répression avec le militant sud PTT gravement blessé, les médias se sont fait le relais des CRS en dénigrant les faits et colportant la version policière durant deux jours. De plus, ils n'ont pas arrêté de mettre en avant l'état d'ébriété du blessé pour orienter les téléspectateurs. La question des casseurs est utilisée par les médias pour casser le mouvement. L'actualité médiatique insiste de manière préférentielle sur les casseurs et les dégradations. Sarkozy a envoyé prématurément les forces de l'ordre pour débloquer la Sorbonne, à l'arrivée les médias montrent le ministre de l'éducation Gilles de Robien se désoler devant la dégradation des biens historiques de la république représentée par des livres martyres. Les médias choisissent l'axe de la dramatisation de l'événement alors que ces trois livres sont des cartulaires, c'est-à-dire des reliures dans lesquelles on insert des actes juridiques de propriété et ne servant qu'à l'archivage. Les gens interpellés sont présentés comme étant des casseurs : la répression est politique. Il ne faut pas jeter la pierre à ceux qui plongent.

Pour avoir accès à de l'information intéressante, il faut passer par le câble. De nouveau se pose le problème de l'accessibilité à l'information pertinente. Seuls les anti-bloqueurs ont réalisés des conférences de presse, *qu'attend le mouvement pour organiser des conférences de presse ? Quel traitement de l'information voulons-nous avoir au cours des assemblées générales ?* La plupart des personnes qui vont à l'assemblée générale ne viennent que pour voter, or c'est pas ça l'information.

RL : Il faut trouver des axes de dialogues pour entrer en communication avec la population car tout le monde connaît la précarité et la communication directe est la plus efficace. Il ne faut pas dire que l'on fait des manifestations pacifiques. C'est un épiphénomène

qui signifie que le reste du temps les manifestations sont violentes. La rubrique « faits divers » est une catégorie d'information faite pour faire diversion. *Les médias sont-ils nécessaires au passage de l'information ?* Les médias ne retranscrivent absolument pas l'angoisse de la jeunesse face au futur. Il faudrait augmenter la redevance pour exonérer les médias de l'obligation d'audimat ou alors réaliser des ponctions sur les recettes publicitaires. Des états généraux des médias (www.etats-generaux-medias.org) ont été créés et sont soutenus par certains syndicats et partis politiques. *Quelles sont les causes de la lobotomisation des spectateurs ?* Il faut différencier les causes des conséquences.

Regarder les médias à la télévision n'est-il pas une facilité ? Les gens boivent l'information, c'est plus facile : il ne reste plus qu'à la digérer. Il est plus facile de boire l'information proposée plutôt que de se responsabiliser en allant chercher le pluralisme de l'information.

AS : L'exemple du référendum a démontré que les gens ne voient pas le monde qu'au travers des médias. En effet, les médias étaient largement pour le OUI au référendum alors que c'est le NON qui est passé. Les gens connaissent le monde également via leurs passés. La mobilisation est mobilisatrice, le travail de tractage et d'information porte ses fruits. Il n'y a pas de facilité ni de mépris à avoir vis-à-vis des gens. Tous les mouvements de lutte se confrontent à la question de l'objectivité des médias. Se confronter aux médias revient à se cogner contre un mur car ces derniers vont soit modifier la réalité, soit dépolitiser les actions ou soit montrer les côtés négatifs du mouvement pour le disqualifier. Pour avancer sur la question de l'objectivité des médias, il faut se demander si *les médias font partis intégrants de la politique ? Vu que les revendications ne sont pas montrées telles que nous le désirons, avons- nous réellement besoin des médias ?*

M : Concernant les incidents étudiants, on ne manifeste pas pour passer à la télé.

A Poitiers, les étudiants ont réussi à bloquer les entrées de la ville sans problème et sans incidents. *Pourquoi ne pas bloquer les entrées de Paris ?*

AS : Les grosses entreprises tiennent la presse, il est nécessaire que la presse soit autonome pour ne pas dépendre de la volonté politique et économique de la société.

La prise de position existe dans tous les médias. Il faut avoir du recul vis-à-vis des médias pour avoir une vision objective de l'information.

L'amélioration de l'objectivité de la presse ne passe pas par la gratuité : la formation a un prix. Les journaux gratuits sont désinformatifs, il existe une priorité d'une information par rapport à une autre. La masse populaire est obligée de déléguer quelque soit le niveau. La collectivité est d'accord sur l'essentiel après c'est du pinaillage individuel. Aux Etats-Unis la presse fonctionne sur la peur, on fait ce que l'on veut des gens après avoir favorisé l'installation de ce sentiment. On a observé le même phénomène en France avec le référendum, les médias nous expliquaient les conséquences néfastes du refus du référendum. La culture de la peur permet la manipulation des gens en diminuant leur capacité de réflexion. On est pas en état de guerre, il y a une marge de manœuvre : il faut arrêter de tout dramatiser.

La personnalisation des enjeux répond à un souhait du spectateur.

Il existe un autre moyen de pression sur les médias que l'interdiction d'être présent aux assemblées générales. Les médias doivent accepter les conditions fixées sur contrat pour pouvoir assister à l'assemblée générale.

Est-ce que si le contrat n'est pas respecté, il existe un recours législatif ?

RL : *Le mouvement a-t-il réellement besoin des médias ?* Si oui, il faut imposer un cahier des charges à la presse. Il existe un conflit démocratique avec les médias mais pas avec les journalistes. Les assemblées générales devraient mettre en place des structures mandatées responsables de l'image donnée par les médias et qui discuteraient avec les journalistes. Ensuite il faudra tirer des conséquences de cette expérience, si le cahier des charges n'est pas respecté alors on change d'interlocuteurs sinon on établit un rapport de confiance. Il faut limiter la présence des médias mais maintenir un droit de regard sur l'information.

L'assemblée générale regroupe de nombreuses personnes porteuses de revendications personnelles. Lors des manifestations, la plupart des jeunes accepte les revendications mais retire le parti politique. *Quelle est la raison de cet affranchissement politique ?* Les jeunes ne sont pas des individus sandwichs. Pendant ces manifestations, il y a l'instauration de véritable débat avec certains journalistes où le dialogue passe même si le reportage ne passera pas à la télévision. Après tout, tout est une question de choix du journaliste qui peut ou non discuter en dehors des caméras. Les rapports sont différents selon les médias du point de vue relationnel mais aussi dans l'orientation des questions.

Il y a eu un véritable choc lors du référendum : l'ensemble des médias était pour le oui mais le 29 mai a montré la délégitimation totale de l'élite médiatique et politique qui défendaient un même intérêt commun. Un sentiment de ras le bol et d'affrontement idéologique face aux médias et aux politiques, avec l'accumulation de régressions sociales, a conduit au refus du référendum. Un début de conscience des classes est né. Le mouvement refuse les choix de société proposés mais n'est pas suffisamment mûr pour proposer une autre alternative. Le débat dépasse la vie universitaire et ce quelque soit le niveau d'organisation. Dans ces moments là, on gère collectivement l'image du mouvement : on ne se ramène pas comme on veut au siège de France 2 alors *pourquoi les journalistes se permettent de débarquer au milieu des assemblées générales ?* On possède collectivement l'information.

Il faut défendre l'intérêt commun de la collectivité malgré la diversité individuelle. *Pourquoi ne pas mettre en place un mandat révocable pour les représentants élus du mouvement ?*

Concernant la personnalisation médiatique, il faut savoir qu'une histoire romancée plaira plus aux spectateurs qu'une simple exposition des faits. Cette personnalisation du mouvement répond aux souhaits du spectateur.

Il existe une simplification médiatique du mouvement qui se réduit à la demande de retrait du CPE. Les médias omettent systématiquement le CNE et la loi dite de l'égalité des chances. Le mouvement apparaît comme dénoué de toute capacité de réflexion alors que de nombreux débats sont organisés sur de nombreux sujets. L'image de la mobilisation via les

médias semble se limiter uniquement aux actions avec une absence totale de réflexion, ce qui est dommage.

M : *Où est la réalité ?* A Zalea TV, quelques équipes décident de faire un plateau qu'ils mettent en place avec les intervenants qu'ils ont sélectionnés de manière à faire mûrir la réflexion. Si le sujet s'égare, les équipes sont libres de refaire un plateau avec les mêmes intervenants en leur montrant les images du précédent plateau et en les critiquant. Les images à chaud ne servent à rien. *La logique de l'audimat est elle réellement représentative des téléspectateurs ?*

RL : S'attirer la sympathie des journalistes précaires peut être une carte à jouer intéressante pour le mouvement. On commence à peine à dénoncer cette précarité journalistique. On impose ce cadre précaire aux journalistes et c'est ce qu'ils dénoncent. Le mouvement dénonce la même chose. Il faut aller chercher les personnes précaires qui dénoncent et connaissent la précarité. Il n'y a pas de médias optimaux : l'objectivité n'existe pas. Elle n'existe qu'au travers la multiplication des canaux d'information c'est-à-dire qu'au travers du pluralisme médiatique. Mais aujourd'hui le pluralisme des médias n'est pas respecté. Les médias associatifs existent souvent sur les radios locales mais les projets associatifs sont considérés comme non viables car ne faisant pas de profit. L'information marchande est plus viable par rapport à l'information associative. Les mouvements sociaux confrontés au problème de l'objectivité médiatique doivent soutenir l'apparition d'une forme nouvelle d'information.

AS : La stratégie du mouvement veut la bienveillance des grands médias mais atteint très rapidement la limite de l'objectivité. *Est-ce que l'objectif est de faire des actions spectaculaires ?* La recherche du spectacle l'emporte sur le travail d'information, il y a besoin d'actions chocs comme celles de Green Peace. *Faut-il à tout prix plaire aux journalistes ?* Les intermittents du spectacle ont plus de ressources pour leur plaire que les ouvriers. Il doit exister un contrôle dans le rapport aux médias qui doivent privilégier le travail de terrain.

Il est impossible d'exercer un contrôle absolu de l'information lors des assemblées générales. On doit réserver des espaces pour les médias mais on limite ce nombre d'espace. La médiatisation participe à la lutte qui reste le meilleur moyen de toucher les gens. Les médias ne sont pas objectifs, ils se font le relais des informations policières sans chercher à écouter les différentes versions des faits.

Les journalistes ont peu de marge de manœuvre. On peut effectivement établir des conditions pour laisser l'accès des journalistes aux assemblées générales. *La présence des journalistes est elle obligatoire lors des assemblées générales ?* Il y a toujours la logique du spectaculaire quelque soit l'action c'est pourquoi il faut rester vigilant. Toutes les actions réalisées ont été faites pour être médiatisées. Il est inenvisageable de demander le retrait des médias au cours de l'assemblée générale, en revanche il est tout à fait possible de faire des pancartes « médias menteurs » lors des manifestations. Il est nécessaire que la parole du mouvement soit diffusée. *Pourquoi ne pas créer nous même notre propre média ?*

Les actions dans les gares ont permis de toucher un certain nombre de personnes mais il existe un problème de communication de fond : les gens ne connaissent pas le problème de fond que le mouvement soulève. Il est possible de ne pas déshumaniser le mouvement même

si les médias choisissent des anecdotes vidées de tout sens. Il faut mettre en avant la plate forme de revendication du mouvement.

Si on ne veut pas que la presse utilise le mouvement il ne faut pas faire l'inverse : il ne faut pas une dictature de l'information. Le mouvement est global mais les individus peuvent intervenir ponctuellement, il est nécessaire que tout le monde ait la possibilité de donner son avis. C'est le moteur du mouvement : chacun apporte sa contribution. Il faut avoir un esprit critique face aux événements actuels mais aussi face à notre mouvement. *La réforme de la loi de l'égalité des chances aidera t-elle réellement les jeunes ?*

Les journalistes mettent souvent en avant que la France est un pays dur à réformer. Mais *le langage n'est-il pas une arme ?* On utilise systématiquement les mots réforme et liberté qui ont un sens large et qui ne définissent rien de particulier : on aboutit à rien car ces mots ne représentent rien de clair. Tout le monde a remarqué la présence de syndicalistes et la plupart des personnes se revendiquent comme étant ni organisées politiquement ni syndicalement. *Que font les personnes qui se disent non affiliées politiquement et/ou syndicalement au sein du mouvement, si ce n'est pas une action politique ?*

La politique ce n'est pas qu'un logo que l'on déchire des autocollants lors des manifestations. En rejetant une réforme imposée par un parti politique, on fait obligatoirement de la politique. Le mouvement est une organisation politique même s'il n'a pas de logo. En s'excluant du mouvement en se disant non affilié, on intègre plus ou moins consciemment les mécanismes médiatiques de personnalisation du mouvement. Il faut combattre ce phénomène.

RL : Chaque individu perd de son individualité au sein d'un mouvement. La société est composée d'individus. L'un n'exclut pas l'autre et vice versa. L'heure est à la convergence des mots d'ordres. La flexibilité s'inscrit dans les directives néolibérales. Il faut trouver les bonnes alliances qui permettront l'amplification et l'extension du mouvement. Les gens touchés par les actions dans les gares ne sont pas les plus précaires, il faut aller voir les gens touchés par la précarité. Il faut trouver l'équilibre entre le droit à l'information et le droit des citoyens à avoir une information objective.

Le mouvement est une organisation politique qui se nie. Le débat est un échange d'idées : on est pas venu pour convaincre mais pour exposer ce que l'on pense. Le mot politique signifie participer à la vie de la cité, donc quelque part le mouvement fait de la politique même si ce n'est pas son but.

M : Le mouvement n'est pas une organisation politique mais il fait un travail de réflexion avec une volonté commune d'avoir une société meilleure. Il faut mandater quelqu'un qui doit aborder les points importants du mouvement avec les journalistes et qui leur explique que seule cette parole est celle du mouvement.

Que les personnes interviewées soient syndiquées ou non, le passage du mouvement vient des médias. Les médias développent un faux débat en invitant des intervenants de tous les horizons sauf certains ; il y a obligatoirement une orientation du débat. Si il n'y avait pas eu les syndicats au départ, il n'y aurait sûrement pas eu de mouvement spontané car il faut une structure faite de gens qui ont l'habitude.

Faire de la politique n'est pas manifesté.

Les médias ont une impressionnante capacité d'oubli de leurs erreurs antérieures mais ne semblent pourtant pas en retirer des leçons. L'exemple de la fausse agression dans le RER a fait la une alors que l'erratum est passé inaperçu. On oublie trop facilement. L'occupation des facultés s'est faite d'autant plus rapidement que les lycéens ont entériné le mouvement l'an passé. Il faut absolument préserver un lieu de débat au sein de la faculté, l'appropriation de la faculté permettra aux étudiants de construire leur idéologie. *Pourquoi ne pas créer un collectif média ?*

Les syndicats sont-ils les traits d'union entre la rue et les politiques ?

RL : Le reportage de Zalea TV nommé « entubage cathodique » est un documentaire montrant que l'erratum journalistique est quasi inexistant. Les médias critiquent l'emballlement des politiques et de leurs concurrents mais rarement celui de leurs confrères. Il y a une absence de mémoire des médias. Ces derniers ne recherchent jamais les racines des crises. Il est important d'écrire des manifestes pour garder l'esprit du mouvement et non pas se suffire des images erronées des médias comme mémoire.

Il peut être intéressant que les assemblées générales intra-muros s'ouvrent avec des intervenants extérieurs qui peuvent apporter une vision plus objective et d'une nouvelle éthique. Il ne faut pas se limiter à rester qu'entre membres de la mobilisation.

La plupart des étudiants ne sont pas formés à parler devant 1000 personnes lors des assemblées générales. Le fait d'inviter quelqu'un d'extérieur au mouvement peut donner du poids à l'intervention.

Les assemblées générales sont faites pour organiser le mouvement au sein de la faculté après il est nécessaire de continuer à organiser des débats avec des intervenants extérieurs.

RL : La participation aux assemblées générales permet d'alimenter les débats.

EHESS organise des débats le soir à 19h à 105 boulevard Raspail.

La meilleure attitude est que les gens de Jussieu discutent du débat, il faut qu'il y est une attitude de recherche.

Les éléments extérieurs au comité de mobilisation peuvent apporter leurs expériences, les points de vue extérieur sont plus objectifs.

M : C'est une attitude de consommateur que de demander aux intervenants d'aller aux assemblées générales. Il faut aller vers les intervenants plutôt que d'attendre que les intervenants viennent.

Ce n'est pas une attitude de consommateur que de demander aux intervenants que d'aller aux assemblées générales car il n'y a rien à acheter. *Est-ce que les consommateurs intellectuels existent ?*

RL : Il faut respecter la vision de l'hygiène de l'information jusqu'au bout avec la démarche du cahier des charges et la fait que les assemblées générales ne sont qu'aux étudiants. La récupération du mouvement est le plus grand danger.

L'assemblée générale réunie plus de monde que les débats. Il y a une compartimentation des gens avec la liste d'inscrit qui distribue l'ordre de succession des temps de parole. Il faudrait convier d'autres personnes précaires au débat comme des intermittents ou des chômeurs pour permettre l'élargissement du débat.

La rédaction de mémoire est quelque chose d'important pour le mouvement, il faut laisser des marques. Le fait de parler uniquement du retrait du CPE est une récupération médiatique. Il faut qu'un véritable lieu de débat subsiste après la mobilisation au sein de la faculté pour continuer à pourvoir échanger les points de vue. La proposition des débats de faculté était de mettre en place 6 mois de débat avec l'ouverture de lieu de rencontre et de parole.

Aux assemblées générales, la majorité des personnes viennent uniquement pour voter pour ou contre le blocage pour connaître l'avenir de leurs cours.

Le débat ne réunit pas suffisamment de monde à cause du découplage des horaires avec l'assemblée générale. Il faudrait coupler les horaires du débat avec celle des assemblées générales de manière à réunir un maximum de monde.

Techniquement, il n'est pas possible de débattre en assemblée générale car il y a trop de monde mais on peut toujours y faire de la publicité pour les débats. Les débats doivent se tenir après les assemblées générales.

Il est difficile de créer des relations avec l'extérieur, mais la présence d'intervenants redynamise le mouvement en créant un réseau de relation.

L'assemblée générale n'est pas statique : il y a trois semaines peu de gens se positionnaient par rapport au CPE, aujourd'hui la quasi-totalité s'est construit un avis. L'introduction d'un autre point de vue par une personne extérieure permettra d'élargir et de donner de la profondeur aux assemblées générales qui ne se réduiraient plus qu'à un simple vote. Il faut élargir au maximum le mouvement pour ne pas se limiter à un cocon d'étudiants. La durée d'une assemblée générale est de 3 heures en moyenne au cours de laquelle 40 personnes interviennent.

M : La plupart des personnes s'interrogent sur le côté logistique de la grève : *pourrais-je ou non partir en vacances ?* Il faut créer un véritable lieu de parole car la plupart des étudiants sont noyés dans la masse et espérer que le bouche à oreille permettra d'attirer de nombreuses personnes aux débats organisés.

RL : Il faut prendre des pincettes pour parler aux médias. Les 2 minutes de parole des assemblées générales ne suffisent pas pour prévenir du danger médiatique. Il existe une opportunité historique dans l'organisation de débats au sein de la faculté à l'heure actuelle qui s'est progressivement construite au cours des trois dernières semaines.

Il est important de partager ses connaissances. Les assemblées générales sont un bazar monstre lorsqu'on y va en auditeur libre. Le vote est placé en dernier parce que les gens ne viennent que pour voter pour ou contre le blocage. L'assemblée générale commence enfin à devenir un mélange d'idées. Les étudiants réfléchissent avec les autres par et pour les autres.

Quelle est l'origine de ce mouvement ? Une réunion contre le CPE ? Même si nous sommes une personne morale, seul l'organisme décisionnel qui est l'assemblée générale fait foi. Ensuite on délègue à d'autres organes des fonctions spécifiques en créant des commissions indépendantes de l'assemblée générale. Les débats doivent rendre des comptes rendus à l'assemblée générale. Les responsabilités sont partagées et la commission est responsable devant l'assemblée générale.

En 2 minutes qui est le temps de parole lors des assemblées générales, il est impossible de construire un argumentaire. Les débats passent inaperçus même s'il est plus que primordial de mettre en place des temps de réflexion. Il faut mieux 50 personnes qui écoutent un argument structuré plutôt que 800 personnes à moitié lors des assemblées générales.

La mise en forme des assemblées générales est de capter l'attention du public sur les sujets importants. Il faut créer des ateliers à la fin de l'assemblée générale puis les reconnecter pour mettre en avant de ce qui a été discuté.

Pourquoi les assemblées générales ne sont pas un lieu d'échange ? On devrait voter dès le départ et organiser des minis débats ensuite. Il faut arrêter d'aligner les votes et penser.

On parle de certains sujets au cours des débats car on nous a permis d'en parler en ayant un espace de rencontre et des interlocuteurs privilégiés. Il faut aménager le chaos du au blocage de la faculté en un véritable état de dialogue. Les débats peuvent espérer réunir 300 personnes qui écoutent. Le compte rendu est une structure démocratique pour rendre des comptes à l'assemblée générale.

RL : La question de l'organisation du mouvement est une dérive logique du débat sur l'objectivité des médias. Au Venezuela, on arrive à une démocratie participative à partir d'une démocratie néolibérale par l'intermédiaire des médias.

CONCLUSION : De nombreux étudiants ont exprimé l'envie de mettre en place des lieux de rencontres et de débats au sein de la faculté après le mouvement pour garder un espace de dialogue et d'échange.

UN GRAND MERCI AUX INTERVENANTS !

Laura